



La Taupes rouge

16 avril 1973

Bulletin des cellules de Brest de la ligue communiste

IMPOSONS L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT !

Les 850 000 femmes qui, chaque année, tuent leur fœtus sont dans l'illégalité. Les femmes et leur mari prennent la décision d'interrompre une grossesse involontaire parce qu'ils se sentent dans l'impossibilité d'élever un futur enfant.

La déclaration des droits de l'enfant (projet de Genève des Nations Unies, 1959) comporte entre autres un article qui stipule que l'enfant doit avoir la possibilité de grandir dans une atmosphère d'affection et de sécurité morale et matérielle.

Qui est responsable de savoir si l'atmosphère d'affection et de sécurité morale et matérielle pourra être assurée, sinon la mère et elle seule ?

Pour les couples stériles désirant adopter un enfant, la société exige que les futurs parents soient capables d'assurer matériellement, psychiquement et affectivement la responsabilité d'élever cet enfant.

Pour les couples non stériles, la même société empêche que soient prises en considération ces garanties vis à vis de l'enfant à naître, car :

- elle n'informe pas les adolescents des moyens à utiliser pour éviter de procréer avant qu'ils puissent le faire de façon responsable.
- elle ne permet pas aux femmes de décider elles-mêmes si elles ont ou non la possibilité de supporter physiquement, psychiquement et affectivement une grossesse inattendue.
- elle empêche aussi les hommes de choisir pourquoi et quand ils veulent être pères.

Hitler voulait que "ses femmes procréent" pendant qu'il entreprenait une des plus grandes œuvres de la folie destructrice. Les choses n'ont guère changé : l'homme à la production et à la guerre, la femme à la reproduction.

Ces contradictions mènent à la situation actuelle : chaque année, 850 000 femmes paient d'un avortement clandestin, infamant, souvent dangereux, quelquefois mortel, et au marché noir, le fait qu'elles prennent, en dépit de tout, la responsabilité d'éviter une maternité involontaire qu'elles estiment ne pas pouvoir assumer. Ceci concerne la plupart des femmes, à l'exception d'une minorité : en effet, les femmes de la bourgeoisie ont la possibilité d'aller avorter à l'étranger ou même en France dans des cliniques privées dans les meilleures conditions médicales et morales : il suffit d'y mettre le prix !

C'est pour mettre fin à ce scandale que nous demandons la contraception libre et gratuite, l'avortement libre et gratuit.

C'est pour que l'avortement clandestin ne soit plus pratiqué avec des méthodes moyennageuses, pour qu'il ne soit plus vécu de façon traumatisante, qu'un groupe de médecins, d'étudiants, de femmes, le groupe "Choisir", ont pratiqué 500 avortements à Grenoble, par une méthode simple, efficace et non dangereuse (la méthode par aspiration), et sans but lucratif.